



Munich Personal RePEc Archive

Corruption Within Education Sector : A Typology of Consequences

Dridi, Mohamed

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sousse

2013

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/46874/>

MPRA Paper No. 46874, posted 09 May 2013 22:32 UTC

Corruption dans le Secteur d'Education : Une Typologie de Conséquences

Mohamed Dridi *

Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sousse

Résumé :

L'objet de ce papier est de mettre l'accent sur les pratiques de corruption qui se développent au sein du secteur éducation et sur les conséquences qui leurs sont associées. Partant du fait que la plupart des travaux antérieurs traitant des coûts de la corruption focalisaient l'intérêt uniquement sur les actes de corruption émanant des agents publics, nous proposons une typologie de conséquences permettant une lecture globale et exhaustive sur les effets liés aux pratiques de corruption qui pourraient prospérer dans le secteur d'éducation. La typologie de conséquences présentée dans ce papier permet de distinguer trois types de conséquences : celles en relation avec la réalisation des objectifs d'accès, de qualité et d'égalité donnés au système éducatif, celles liées à la demande pour l'éducation et aux performances scolaires et celles en rapport avec la réalisation des objectifs plus larges du secteur d'éducation et le développement de la société dans son ensemble.

Mots-clés : Corruption, Education

Classification JEL : D73, I20

* Docteur en Sciences Economique, Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de Sousse, Tunisie. E-mail : mohameddridi@hotmail.fr

1. Introduction

La prise de conscience du rôle central de l'éducation dans le développement économique et social des nations a été accompagnée par la nécessité d'identifier les facteurs qui pourraient entraver l'efficacité et la performance du système éducatif. Cependant, les recherches entreprises dans ce cadre ont porté peu d'intérêt à l'étude des différentes formes de corruption qui pourraient prospérer dans le secteur d'éducation. A cet égard, Hallak et Poisson (2009) dénotent que « *la corruption dans l'éducation a été soigneusement ignorée pendant des décennies, et elle continue de l'être* »¹. Bien qu'elle demeure un champ d'étude encore peu abordé par la littérature académique, l'analyse des actes de corruption qui se développent dans le secteur d'éducation a commencé, depuis quelques années, à faire l'objet d'un intérêt croissant. Ceci a été favorisé par une multitude de rapports et études qui concluent, invariablement, que le secteur éducatif, comme tout autre secteur, n'est pas à l'abri de la corruption. Les évidences accumulées dans ce cadre semblent ainsi apporter un net démenti quant aux perceptions qui font de l'éducation un secteur relativement moins corrompu. Par exemple, le Baromètre Mondial sur la Corruption élaboré par Transparency International, en 2007 sur 60 pays, indique que l'éducation est rarement considérée comme le secteur le plus corrompu (Transparency International, 2007). En revanche, tout semble indiquer que le secteur d'éducation est un domaine potentiellement riche en opportunités de corruption, ce qui pourrait entraver son bon fonctionnement et, par conséquent, compromettre la réalisation de l'ensemble des objectifs donnés à l'éducation. Toutefois, les travaux publiés sur ce sujet, pour volumineux qu'ils soient, ne semblent pas offrir un tableau concluant sur les conséquences qui pourraient découler des différentes formes de la corruption qui prospèrent dans le secteur d'éducation et focalisent l'intérêt généralement sur l'analyse des implications résultant uniquement d'une forme particulière de corruption.

Nous proposons dans ce papier de s'intéresser aux conséquences qui pourraient résulter des pratiques de corruption qui se développent au sein du secteur éducatif. La première partie de ce papier rappellera les principales formes de corruption qui se

¹ Hallak, J., et Poisson, M. (2009), *Écoles Corrompues, Universités Corrompues : Que Faire ? Paris: Editions UNESCO*, p. 57.

manifestent dans le secteur d'éducation. La deuxième partie présentera une typologie de conséquences liées aux pratiques de corruption dans le secteur d'éducation. A travers un examen détaillé des publications antérieures en la matière, nous concluons que les conséquences de la corruption dans l'éducation sont assez diversifiées et peuvent être subdivisées en trois catégories principales : celles en rapport avec la réalisation des objectifs d'accès, de qualité et d'égalité donnés au système éducatif, celles liées à la demande pour l'éducation et aux performances scolaires et celles qui évoquent la réalisation des objectifs plus larges du secteur d'éducation et le développement de la société dans son ensemble.

2. Corruption dans le secteur éducatif: définitions et formes

L'analyse des opportunités de corruption qui se développent au sein du secteur d'éducation a connu un développement sans précédent depuis quelques années. Ceci s'est traduit par la mise en place, en 2001, d'un projet de recherche consacré aux questions d'« *Ethique et Corruption dans l'Education* » par l'Institut International de Planification de l'Education (IPE-UNESCO) auquel s'ajoutent les efforts déployés par certaines associations scientifiques (Académie Internationale de l'Education, IAE) et organisations internationales (la Banque Mondiale) et non gouvernementales (Transparency International). La plupart des travaux publiés dans ce cadre s'accordent, à l'instar de Hallak et Poisson (2002), à adopter une définition de la corruption dans l'éducation qui évoque « *l'utilisation systématique d'une fonction publique pour un avantage privé dont l'impact est significatif sur l'accès, la qualité ou l'équité de l'éducation* »². Ce type de définitions présente l'avantage de couvrir les aspects généraux qui peuvent s'appliquer à tout autre domaine (utilisation d'une charge publique pour un avantage personnel) ainsi que les aspects les plus spécifiques au secteur d'éducation (accès, qualité et équité). En vue de se faire une idée sur la manifestation de la corruption dans le secteur d'éducation, le tableau 1 ci-dessous reprend les cinq formes traditionnelles de la corruption telles que énumérées par Amundsen (1999) et en fournit des exemples en liaison avec le secteur éducatif.

² Traduction de l'auteur d'après Hallak, J., et Poisson, M. (2002), *Ethics and Corruption in Education*, p. 17.

TAB.1. Formes et exemples de corruption dans le secteur d'éducation

Formes de corruption	Définitions	Exemples du secteur éducatif
Prévarication	Vol de biens publics par des fonctionnaires	Fonds éducatifs utilisés dans des campagnes politiques ; Détournement de fonds scolaires pour des intérêts privés
Pots-de-vin	Paiement (en argent ou en nature) versé ou reçu au cours d'une relation de corruption	Pots-de-vin versés pour être recruté comme enseignant ; Pots-de-vin versés pour être admis à l'université
Fraude	Crime économique impliquant une forme de tricherie, escroquerie ou tromperie	Enseignants fantômes, « usines » à mémoires de fin d'études et à diplômes
Extorsion	Argent ou autres ressources obtenus par coercition, violence ou menace d'utilisation de la force	Frais illégaux pour l'admission à l'école ; Harcèlement sexuel pour permettre le passage au niveau supérieur
Favoritisme	Mécanisme d'abus de pouvoir impliquant une privatisation et une distribution très partielle des ressources publiques	Recrutement d'administrateurs basé sur leur appartenance à un parti politique ; Bonnes notes obtenues par favoritisme

Source : D'après Hallak et Poisson (2009, p.60)

Comme présenté dans le tableau 1, les formes de corruption dans l'éducation sont variées. Les pratiques de corruption dans le secteur d'éducation peuvent se manifester, comme dans tout autre secteur, selon toutes les formes habituelles de ce phénomène. A ces formes s'ajoutent fréquemment d'autres manifestations plus spécifiques au secteur d'éducation. Diverses typologies de formes de corruption ont été proposées pour tenir compte de la diversité des comportements déviants qui pourraient se développer dans le secteur éducatif. Une première typologie est fournie par Tanaka (2001) qui, s'intéressant aux pratiques de corruption au niveau de l'école et de la classe, arrive à distinguer trois possibles domaines dans lesquels la corruption pourrait se produire avec notamment :

- la corruption lors de la passation des marchés incluant les projets de construction, les dépenses d'équipement, les achats des manuels scolaires, des uniformes et des repas. Dans ce cas, ce sont généralement les élèves qui subissent directement les conséquences de ce type de corruption dans la mesure où ils représentent les utilisateurs ultimes de ces biens et services dont la qualité est souvent amoindrie.

- la corruption dans l'administration de l'éducation qui peut être occasionnée notamment au moment des promotions professionnelles, des examens pour l'obtention des diplômes ou encore le recrutement des enseignants. Ce type de corruption évoque non seulement les acteurs de l'école mais aussi les parents, la communauté locale, les bureaux municipaux et même les ministères d'éducation.
- la corruption des enseignants en classe portant essentiellement sur la relation enseignant- étudiant. Elle se manifeste lorsque les enseignants tendent à exercer de manière abusive le pouvoir qu'ils détiennent envers leurs étudiants. Ceci peut inclure la demande de frais additionnels et indus, l'exigence des cours privés et l'harcèlement sexuel.

Pour Heyneman (2004), la classification des différents types de corruption dans l'éducation comprend toutes les pratiques visant des gains matériels illicites pour un usage personnel ainsi que les éventuelles fautes professionnelles. Ainsi, l'auteur énumère cinq catégories principales portant sur : la corruption dans la sélection ; la corruption dans l'accréditation ; la corruption dans la passation des marchés ; les fautes professionnelles ; et la corruption dans les biens et les taxes du secteur éducatif.

La typologie présentée par Rumyantseva (2005) s'intéresse particulièrement aux pratiques de corruption spécifiques au secteur d'éducation notamment celles qui impliquent les étudiants et qui exercent un impact direct sur leurs chances dans la vie ou qui changent leurs valeurs ou croyances. Deux types de corruption sont ainsi mis en évidence, à savoir :

- la corruption spécifique à l'éducation (*education-specific corruption*) portant sur les cas où les étudiants sont impliqués dans des actes de corruption, ce qui aura un effet direct sur leurs valeurs, leurs croyances et leurs opportunités. Cela comprend, d'une part, la corruption académique qui aborde les éventuels échanges qui peuvent s'établir entre les étudiants et les enseignants ou entre les étudiants et les administrateurs et, d'autre part, la corruption dans les services qui retrace les échanges entre les étudiants et les administrateurs ou entre les étudiants et les membres du personnel.

– la corruption administrative (*administrative corruption*) qui traite des cas où les étudiants ne sont pas impliqués dans des activités illégales et où les actes de corruption n'auront qu'un effet indirect sur les étudiants. Ce type comprend principalement la corruption dans la passation des marchés, la corruption dans le recrutement et l'utilisation abusive des fonds publics pour des intérêts privés.

D'après Hallak et Poisson (2009), les opportunités de corruption risquent d'apparaître dans tous les domaines liés à la planification et à la gestion du secteur éducatif et ce, comme le montre le tableau 2 ci-dessous.

TAB.2. Opportunités de corruption dans le secteur éducatif par domaine d'activités

Domaines de planification/gestion	Principales opportunités de corruption
Finance	- Transgression des règles et procédures/non-respect des critères ; Inflation des coûts et activités ; Prévarication
Allocations spécifiques (bourses, subventions, etc.)	- Favoritisme/népotisme ; Pots-de-vin ; Non-respect des critères ; Discrimination (politique, sociale, ethnique)
Construction, entretien et réparation des bâtiments scolaires	- Fraude dans la passation de marchés publics (dessous-de-table, cadeaux, favoritisme) ; Collusion entre fournisseurs ; Prévarication ; Manipulation des données ; Non-respect de la carte scolaire ; Fournitures fantômes
Distribution d'équipement, fournitures et matériels (y compris transport, logement, manuels, fournitures et restauration scolaire)	- Fraude dans la passation de marchés publics (dessous-de-table, cadeaux, favoritisme) ; Collusion entre fournisseurs ; Vol des fournitures scolaires ; Achat d'équipement inutile ; Manipulation des données ; Non-respect des critères d'affectation ; Fournitures fantômes
Rédaction de manuels	- Fraude dans la sélection des auteurs (favoritisme, pots-de-vin, cadeaux) ; Non-respect des droits d'auteur ; Elèves obligés d'acheter des matériels dont les droits d'auteurs reviennent aux enseignants
Nomination, salaires et gestion des enseignants (transfert, promotion), paie et formation	- Fraude dans la nomination et l'affectation des enseignants (favoritisme, pots-de-vin, cadeaux) ; Discrimination (politique, sociale, ethnique) ; Falsification des qualifications/usage de faux diplômes ; Non-respect des critères ; Retard dans le paiement des salaires, assorti parfois de déductions non autorisées
Comportement des enseignants (fautes professionnelles)	- Enseignants fantômes, Absentéisme ; Frais illicites (pour l'accès à l'école, les examens, les évaluations, les cours particuliers, etc.) ; Favoritisme/népotisme/acceptation de cadeaux ; Discrimination (politique, sociale, ethnique) ; Cours de soutien privés (y compris l'utilisation de l'école à des fins privées) ; Harcèlement ou exploitation sexuels ; Pots-de-vin ou faveurs pendant les visites des inspecteurs
Systèmes d'information	- Manipulation de données ; Sélection/suppression d'information ; Irrégularité dans la production et la publication d'informations ; Paiement d'informations qui devraient être gratuites
Examens et diplômes Accès à l'université	- Vente d'informations ; Fraude aux examens (échange de personnes, tricherie, favoritisme, cadeaux) ; Pots-de-vin (pour des bonnes notes, l'admission à un programme spécialisé, des diplômes, l'entrée à l'université) ; Usines à diplômes et faux certificats : Recherche frauduleuse, plagiat
Accréditation des institutions	- Fraude durant le processus d'accréditation (favoritisme, pots-de-vin, cadeaux)

Source : D'après Hallak et Poisson (2009, p. 65-66)

Dans l'ensemble, il est manifeste que les possibles champs d'action de la corruption dans l'éducation couvrent tous les domaines liés à la planification et à la gestion du secteur éducatif. Même si l'attitude et la tolérance envers certaines pratiques de corruption peuvent varier d'une société à l'autre, il n'est pas irréaliste d'affirmer que la corruption dans l'éducation est un phénomène total qui implique autant les élèves que les enseignants, les administrateurs, les fournisseurs, les responsables politiques et, par voie de conséquence, l'ensemble des acteurs concernés par l'éducation. L'ampleur de ces pratiques et les coûts qui pourraient en résulter soulèvent d'importantes questions sur la performance des secteurs éducatifs et leur capacité à réaliser les objectifs qui leurs sont assignés. Nous discutons dans la section suivante les défis dont la corruption est susceptible de poser pour le secteur d'éducation.

3. Conséquences de la corruption dans l'éducation

Les conséquences de la corruption dans l'éducation sont diverses que ses formes. A la lumière des contributions publiées dans ce cadre, nous pouvons classer les conséquences associées aux différentes formes de corruption qui sévissent dans le secteur d'éducation en trois catégories principales (voir figure 1). La première fait appel aux risques dont la corruption est susceptible de constituer quant à la réalisation des principaux objectifs donnés au secteur d'éducation, en l'occurrence, la prestation de services éducatifs de qualité disponibles pour tous et la promotion de l'égalité des chances. La seconde catégorie décrit les conséquences de la corruption sur la demande pour l'éducation et sur les performances scolaires et la qualité des compétences acquises. La troisième catégorie s'interroge sur la capacité d'un secteur d'éducation corrompu à réaliser les objectifs plus larges du processus éducatif, notamment la transmission des valeurs civiques et universelles aux jeunes générations, et sur sa contribution au développement de la société dans son ensemble. Ces trois catégories de conséquences sont étroitement liées et peuvent se manifester à tous les niveaux de l'enseignement, primaire, secondaire et supérieur. Prises ensemble, ces conséquences conduisent invariablement à reconnaître l'incapacité d'un système éducatif corrompu à relever les défis auxquels l'éducation est souvent confrontée.

3.1. Conséquences liées à l'offre de l'éducation

Le premier type de conséquences passe par l'effet de la corruption sur divers aspects de l'offre éducative dont le secteur d'éducation est censé dispenser. Cela porte essentiellement sur la capacité du système éducatif à assurer un accès égal à des services éducatifs de qualité et à créer un environnement éducatif favorable à l'apprentissage. Certaines formes de corruption exercent une influence directe sur la disponibilité et sur la qualité des services dispensés par le secteur d'éducation tels que l'instruction pédagogique, les services de restauration scolaire et l'infrastructure scolaire. De la même manière que les pratiques de corruption qui peuvent se développer à des échelons administratifs plus élevés, la corruption dans le secteur d'éducation est susceptible de réduire les ressources disponibles pour l'éducation, de favoriser une mauvaise utilisation de celles-ci et donc, de limiter l'offre éducative. On relève dans ce cadre deux principales formes de corruption dont le détournement des fonds scolaires et les pratiques frauduleuses dans la passation des marchés de dépenses non salariales tels que les projets de construction, d'entretien ou de réparation des bâtiments scolaires, l'acquisition du matériel pédagogique (manuels scolaires, bibliothèques...) ou encore la restauration scolaire. Dans de nombreux pays, ces pratiques ont été à l'origine de la captation d'une part considérable des ressources de l'éducation. L'expérience ougandaise en la matière est riche d'enseignements et ce, comme le montrent les résultats de l'enquête de suivi des dépenses publiques (ESDP) conduite en 1996 auprès de 250 écoles primaires publiques réparties dans différents districts de ce pays en vue de savoir si les fonds et les ressources consacrés à l'éducation parviennent effectivement aux systèmes éducatifs de manière honnête, efficiente et équitable. Les résultats de cette enquête révèlent que, sur la période 1991-1995, la majorité des écoles n'avaient pas été en mesure de recevoir les fonds publics auxquels elles ont droit. En particulier, seule une moyenne de 13% des allocations annuelles par élève accordées par le gouvernement central est parvenue effectivement aux écoles. La mise en œuvre des ESDP dans d'autres pays a démontré que le pourcentage des déperditions représente une part considérable des fonds non salariaux alloués aux écoles primaires. Par exemple, selon les conclusions des ESDP menées en 1998 en Tanzanie auprès de 45 écoles et au Ghana auprès de 126 écoles, les fuites de ressources correspondent respectivement à une moyenne de 57 et 49 % de

l'ensemble des dépenses non salariales (Reinikka et Smith, 2011, p. 38-39). Dans le même ordre d'idées, les coûts financiers associés à l'absentéisme des enseignants, tels que rapportés par Patrinos et Kagia (2007), illustrent l'ampleur des déperditions des ressources de l'éducation pour cause de corruption. Ces auteurs ont calculé directement les coûts financiers annuels de l'absentéisme des enseignants dans l'éducation primaire de divers pays et dénotent qu'ils varient entre 16 millions de dollars américains en Equateur à 2 milliards de dollars américains en Inde (Patrinos et Kagia, 2007, p. 69). Lorsque les ressources éducatives sont utilisées au profit de la corruption, il est plus difficile à un système éducatif de dispenser des prestations suffisantes et de répondre aux besoins de tous les étudiants.

D'autres formes de corruption ont des répercussions négatives sur la qualité et l'équité de l'éducation. Il s'agit principalement des pratiques de corruption en relation avec la gestion et le comportement des enseignants. En premier lieu, la corruption dans la nomination des enseignants favorise le recrutement sur des considérations subjectives, autres que la compétence et le mérite et, contribue de manière considérable à la détérioration de la qualité de l'éducation. En second lieu, l'absentéisme excessif des enseignants, pratique largement répandue dans plusieurs pays, conduit sensiblement à la réduction du temps réel consacré à l'instruction et soulève d'importantes questions sur le dévouement et l'engagement des dits enseignants. Faute de quoi, tout système éducatif se met invariablement dans l'incapacité d'offrir un enseignement de qualité. En troisième lieu, les pratiques adoptées par certains enseignants en vue d'augmenter la demande pour les cours particuliers peuvent les conduire à accorder moins d'importance à l'enseignement dans le secteur éducatif officiel et, parfois, à ne couvrir qu'une partie du programme qu'ils sont censés dispenser. Dans un sens, certains auteurs considèrent que la performance et l'effort déployé par les enseignants durant les heures officielles tendent à diminuer avec l'accroissement de leur engagement au profit du soutien scolaire privé [Dang et Rogers (2008, p. 182) et Hallak et Poisson (2009, p. 281)]. Dans un autre sens, les résultats d'une récente étude empirique montrent que l'absentéisme chez les enseignants augmente significativement avec la probabilité de donner des cours particuliers (Benveniste, Marshall et Araujo, 2008, p.85). Par ailleurs, le soutien scolaire privé peut déformer les programmes d'étude du système

éducatif, bouleverser le déroulement de l'apprentissage prévu par les enseignants de ce système et exacerber les disparités dans les salles de classe (Bray, 1999, p. 18). En dernier lieu, le comportement des enseignants, notamment en ce qui concerne leurs relations avec les élèves, est à même de renforcer la ségrégation dans le milieu éducatif et pourrait, par conséquent, contribuer à l'émergence d'un système éducatif inéquitable. Dans cette optique, l'acceptation par des enseignants de cadeaux ou de faveurs est susceptible d'altérer leur jugement professionnel (Hallak et Poisson, 2009, p.174). De même, lorsque la relation entre enseignants et élèves est fondée principalement sur des critères tels que le népotisme, le favoritisme ou la participation ou non à des cours payants, il devient plus difficile d'établir un traitement égal et équitable de tous les étudiants, quels que soit la classe sociale, la race, le sexe, la langue ou les origines ethniques ou religieuses des ces derniers.

3.2. Conséquences liées à la demande pour l'éducation et aux performances scolaires

La deuxième catégorie de conséquences évoque les effets de diverses formes de corruption sur deux aspects fondamentaux de l'action éducative : la demande pour l'éducation et les performances scolaires. L'effet de la corruption sur la demande pour l'éducation passe essentiellement par son incidence sur la capacité des parents, notamment ceux à faible revenu, à investir dans l'éducation de leurs enfants. Les formes de corruption les plus évidentes ont trait à la demande de paiements illicites pour l'admission à l'école ou pour l'achat de manuels scolaires qui auraient dû être distribués gratuitement, l'obligation de payer pour des cours particuliers ou pour la préparation aux examens ou encore l'achat forcé de manuels écrits par les enseignants. Dans de nombreux pays, ces pratiques sont assez fréquentes et ce, comme le montrent les résultats de diverses enquêtes et études de cas nationales menées dans différentes régions du monde. Par exemple, d'après une étude conduite en 2008 par Transparency International dans sept pays africains dans le cadre du programme *African Education Watch*³, le pourcentage des parents

³ African Education Watch est un programme de trois ans (2007-2010) mis en œuvre par Transparency International et s'intéresse particulièrement à la bonne gouvernance dans la gestion des fonds publics alloués à l'éducation primaire de sept pays africains (le Ghana, Madagascar, le Maroc, le Niger, l'Ouganda, le Sénégal et la Sierra Leone). Les enquêtes élaborées dans ce cadre ont porté sur les parents, les chefs d'établissement, des membres d'APE (Association de parents d'élèves) et de COGES (Comité de gestion scolaire) ainsi que des fonctionnaires chargés de l'éducation au niveau du district.

qui déclarent avoir payé pour s'assurer de l'inscription à l'éducation primaire de leurs enfants est en moyenne égal 44% dans l'ensemble des pays étudiés (90% au Maroc, de 79% au Sénégal et de 62% en Sierra Leone) avec un montant moyen, par enfant et par année scolaire, à l'ordre de 4.1 dollars américains, payé pour bénéficier d'un enseignement censé être dispensé gratuitement (une loi garantissant la gratuité de l'enseignement existe déjà dans les sept pays étudiés)⁴. Une autre étude menée en 2003 par la section nationale de Transparency International au Mexique sur les pratiques de corruption dans la prestation des services d'éducation semble donner des résultats similaires. Les conclusions de l'enquête ENCBG (Enquête Nationale sur la Corruption et la Bonne Gouvernance) conduite en 2003 dans 32 Etats fédérés de ce pays indiquent que, durant les 12 mois qui ont précédé l'enquête, les sommes payées en termes de pots-de-vin par les ménages en vue de garantir l'accès de leurs enfants à l'éducation publique (un service obligatoire et gratuit) sont à l'ordre de 102 millions pesos (10 millions de dollars américains), ce qui constitue une charge de 300 pesos (30 dollars américains) par famille pour assurer la prestation de ces services (Transparency International, 2005, p. 55). En plus de ces frais d'inscription illégaux, les parents se trouvent souvent dans l'obligation de consacrer une partie de leurs revenus pour répondre aux pressions exercées parfois par des enseignants pour que les élèves suivent leurs cours particuliers. Ces frais additionnels et indus limitent sans aucun doute la capacité d'une grande partie de la population, notamment dans les pays les plus pauvres, à assurer la scolarité de leurs enfants. Ceci peut se traduire par de plus faibles taux d'inscription scolaire ou par un nombre plus élevé d'élèves qui abandonnent prématurément leurs études. Cela dit, la demande pour l'éducation tend à diminuer à mesure que s'accroît le coût de la scolarisation pour cause de certaines pratiques corrompues.

En ce qui concerne les conséquences de la corruption sur les performances scolaires, elles constituent dans une large mesure l'effet combiné de celles que nous venons d'évoquer. En effet, lorsque la qualité des services éducatifs, en particulier celle de l'enseignement, est amoindrie pour cause de certaines formes de corruption ou lorsque des parents, pour le même motif, ont plus de mal à faire face à des frais supplémentaires et indus exigés pour la scolarisation de leurs enfants, ce sont les

⁴ Transparency International (2010), Africa Education Watch. Leçons de bonne gouvernance pour l'éducation primaire.

étudiants et leurs performances scolaires qui en subissent souvent le coût d'un système éducatif corrompu. Dans ce sens, la réussite ou l'échec scolaire, de même que la qualité des compétences cognitives et sociales accumulées par l'étudiant durant son cursus scolaire, sont en grande partie le produit du système lui-même. Par ailleurs, l'effet de la corruption sur les performances scolaires peut se manifester selon deux autres modalités interdépendantes: la participation scolaire et la motivation des étudiants. En effet, diverses formes de corruption qui prospèrent dans le secteur d'éducation sont susceptibles d'influer sur les principaux aspects de la participation scolaire : assiduité et rétention, d'entraîner la démotivation des étudiants et de réduire leur engagement envers l'apprentissage, et par là même, d'agir sur leurs performances scolaires et d'affecter la nature et la qualité des compétences acquises durant leurs cursus scolaires. Dans cette optique, l'absentéisme des enseignants, de même que l'adoption de comportements contraires à l'éthique ou qui peuvent minimiser l'importance de leur action éducative, sont à même d'augmenter les perceptions négatives de l'élève envers l'apprentissage et donc, de provoquer une forme de désengagement envers l'école. Dans ce sens, quelques études empiriques récentes confirment l'existence d'une corrélation positive et significative entre le taux d'absentéisme chez les enseignants et celui chez les élèves [Benveniste, Marshall et Santibañez (2007, p. 113) et Benveniste, Marshall et Araujo (2008, p. 85)]. Par ailleurs, d'autres études ont mis en évidence un effet négatif et significatif de l'absentéisme des enseignants sur les performances scolaires [Duflo et Hanna (2005), Clotfelter, Ladd et Vigdor (2007), Das, Dercon, Habyarimana et Krishnan (2007) et Miller, Murnane et Willett (2007)].

D'autres formes de corruption relevant notamment du rapport entre enseignants et élèves ne sont pas sans influence sur la motivation des étudiants et donc, sur leur participation ou sur leur capacité à se maintenir dans le système éducatif. On note dans ce cadre l'effet souvent préjudiciable de certaines pratiques telles que le favoritisme ou le népotisme, l'harcèlement et l'exploitation sexuels, les corvées imposées aux élèves et la discrimination sociale, ethnique ou religieuse. A l'effet de ces pratiques, s'ajoute celui d'autres actes de corruption comme la fraude académique, en particulier l'achat des diplômes qui, entraînant le déclin des valeurs méritocratiques, conduit, à long terme, à une forte démotivation des étudiants (Hallak et Poisson, 2009, p. 254). Dans cette perspective, il devient plus difficile à tout

système éducatif corrompu d'aspirer à une forte participation scolaire et à un véritable engagement envers l'apprentissage de la part des étudiants notamment lorsqu'ils commencent à prendre conscience que la réussite scolaire dépend particulièrement de la manipulation, du favoritisme, de la capacité à payer et des pratiques frauduleuses plutôt que du mérite, de l'assiduité et de l'effort déployé.

3.3. Conséquences liées au développement de la société dans son ensemble

Les deux premières catégories de conséquences montrent que les pratiques de corruption qui sévissent dans le secteur d'éducation sont à même d'entraver la réalisation des principaux objectifs assignés à tout système éducatif (accès, qualité et égalité), de réduire la demande pour l'éducation, de compromettre les différents aspects de la participation scolaire et de conduire à de plus faibles performances scolaires. L'importance de l'éducation pour le futur économique, social et politique de tout pays suggère que la présence de la corruption dans le secteur d'éducation est également susceptible de défavoriser le développement de la société dans son ensemble. Avec un système éducatif corrompu, il serait ainsi plus difficile pour un pays de se doter des compétences humaines nécessaires pour son développement économique, politique et social. Nombres de réflexions considèrent ainsi que « *dans un système éducatif corrompu, les étudiants n'acquièrent pas les connaissances et les compétences qui leur permettraient de contribuer de manière significative à l'économie de leur pays. Dès leur plus jeune âge, ils apprennent que l'absence d'intégrité est un comportement acceptable qui se propage de proche en proche pour devenir la norme sociale* »⁵. Dans ce sens, la corruption dans le secteur d'éducation constitue un obstacle à la réalisation des objectifs plus larges de l'éducation, en l'occurrence, la transmission des valeurs éthiques, l'apprentissage des valeurs civiques et universelles, la formation d'un électorat informé et le développement d'un système de sélection permettant la formation de futurs leaders de qualité. Ainsi, comme le dénotent Hallak et Poisson (2006), « *le manque d'intégrité et les comportements contraires à l'éthique au sein du secteur d'éducation sont incompatibles avec l'un des principaux objectifs de l'éducation, qui est la formation de bon citoyens respectueux de la loi, des droits de l'homme et de la justice (ils sont également incompatibles avec toute stratégie considérant l'éducation comme l'un*

⁵ Transparency International (2009), La Corruption dans le Secteur Educatif, p. 2.

des principaux moyens de lutter contre la corruption) »⁶. L'accent est mis dans ce cadre sur la corruption des enseignants et la capacité de ceux qui adoptent des pratiques contraires à l'éthique à inculquer aux jeunes générations l'éducation civique souhaitée et les valeurs d'honnêteté et d'intégrité. Dans cette optique, une corruption fortement ancrée dans le milieu éducatif a toutes les chances de devenir un processus reproductif qui finit par la formation d'élèves ou de futurs citoyens corrompus (Tanaka 2001, p. 160). De même, la corruption dans l'éducation contribue à la consolidation d'un système éducatif basé sur l'argent et non sur le mérite et, constitue, par conséquent, un environnement peu propice à la valorisation et à la propagation des valeurs méritocratiques (Chapman, 2002, p.3). Dans l'enseignement supérieur, la fraude académique sape la réputation du système académique tout entier, met en danger la crédibilité et l'utilité des systèmes d'évaluation en place et la valeur des diplômes délivrés et partant, crée une méfiance envers le système universitaire en général (Hallak et Poisson, 2009, p. 254). La présence de la corruption dans l'enseignement supérieur d'un pays a également une incidence sur la qualité de ses futurs leaders et, en facilitant l'achat des diplômes par des individus incompetents, elle pourrait avoir des répercussions souvent désastreuses sur la santé publique et sur la vie des gens (Rumyantseva, 2005, p. 84).

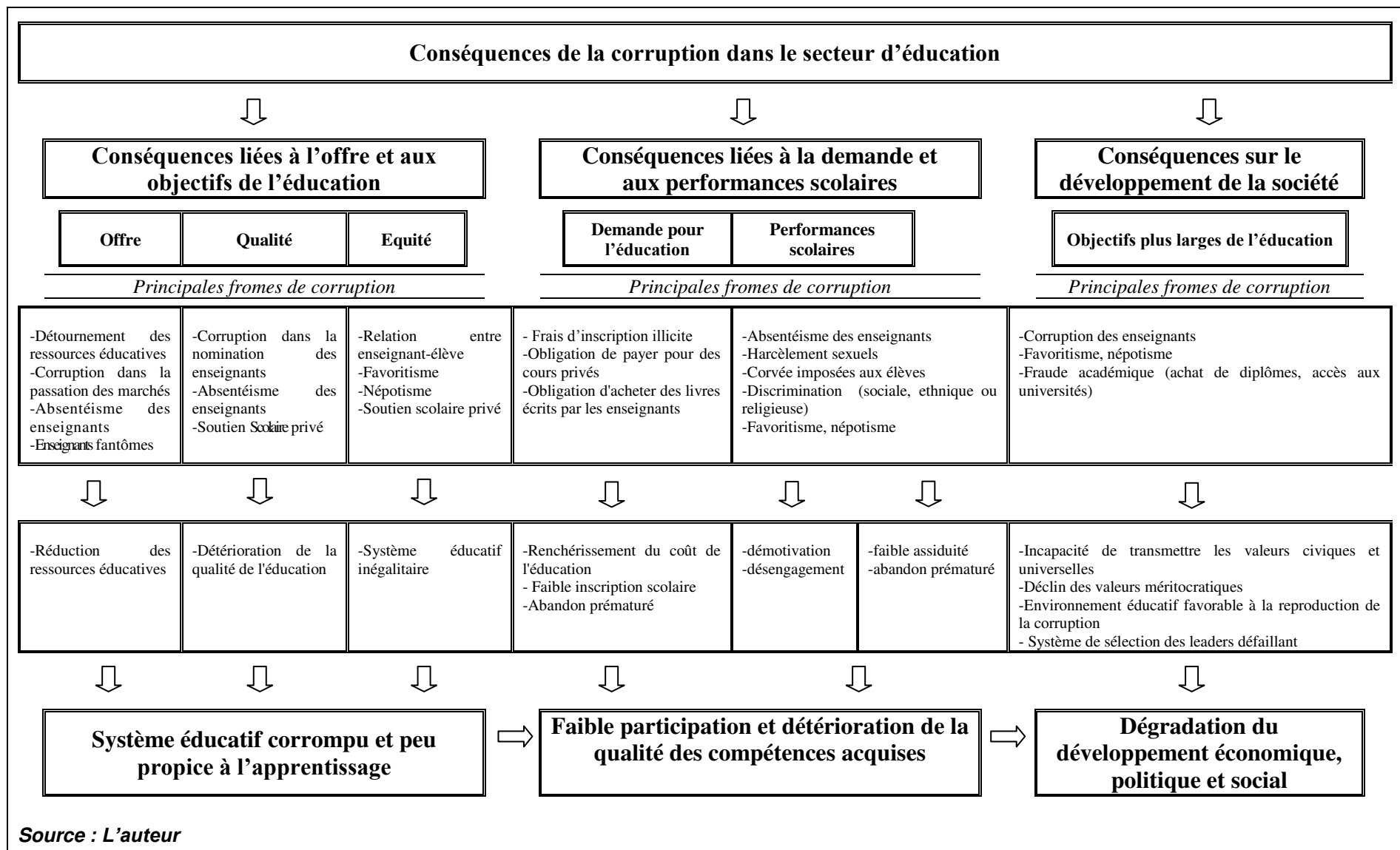
4. Conclusion

L'objectif de ce papier était de focaliser l'intérêt sur les diverses formes de corruption qui se développent dans le secteur d'éducation et d'explorer les conséquences qui leurs sont associées. Malgré le nombre relativement faible des travaux portant sur la question de la corruption dans le secteur d'éducation, les publications en la matière ont permis d'accumuler des connaissances importantes sur l'étendue de la corruption dans le domaine de l'éducation et de mettre l'accent sur les manifestations de ce phénomène les plus spécifiques au secteur éducatif. Les connaissances réunies dans ce cadre prouvent que la corruption dans le secteur d'éducation est un phénomène global susceptible de se produire dans tous les domaines liés à la planification et à la gestion du secteur éducatif et d'évoquer l'ensemble des acteurs concernés par l'éducation de tout pays, quelque soit son niveau de développement. Ceci est illustré par les résultats des enquêtes et des

⁶ Traduction de l'auteur d'après Hallak, J. et Poisson, M. (2006), *Governance in Education: Transparency and Accountability*, p. 6.

études de cas qui ont été menées dans divers pays appartenant à différentes régions du monde et qui concluent invariablement sur l'ampleur et sur la diversité des pratiques de corruption dans le secteur d'éducation. Les conclusions de ces études suggèrent que la vulnérabilité du secteur d'éducation à la corruption ne peut conduire qu'à des répercussions souvent désastreuses. A la lecture des travaux publiés dans ce cadre, nous avons essayé de fournir une classification des conséquences qui pourraient résulter des différentes formes de corruption qui sévissent dans le secteur d'éducation. La typologie proposée fait la part entre trois catégories de conséquences : celles liées à l'offre de l'éducation et à la réalisation des principaux objectifs assignés au système d'éducation (accès, qualité et égalité), celles liées à la demande pour l'éducation et aux performances scolaires et celles liées aux objectifs plus larges de l'éducation et au développement de la société dans son ensemble. La combinaison des ces trois types de conséquences permet de conclure qu'en présence d'un système d'éducation corrompu, l'investissement éducatif, tant individuel que collectif, risque de perdre de son importance. Ceci donne à penser que la présence de la corruption dans le secteur d'éducation est à même d'entraver l'instauration d'un système éducatif à la mesure des attentes, un système éducatif qui soit un espace d'acquisition des connaissances et des compétences, un lieu d'appropriation des valeurs civiques et universelles ainsi qu'un moyen puissant capable de propulser tout pays sur la voie d'un développement économique, politique et social global, durable et équitable.

FIGURE 1. Conséquences de la corruption dans le secteur d'éducation



Références

- [1] Amundsen, I. (1999), Political Corruption: An Introduction to the Issues. *CMI (Chr. Michelsen Institute), Bergen, June 1999, CMI Working Paper WP 1999:7.*
- [2] Benveniste, L., Marshall, J. et Araujo, M.C. (2008), Teaching in Cambodia. Human Development Sector East Asia and the Pacific Region. *The World Bank and, Ministry of Education, Youth and Sport Royal Government of Cambodia.*
- [3] Benveniste, L., Marshall, J. et Santibañez, L. (2007), Teaching in Lao PDR. *East Asia and the Pacific Region, World Bank, and Ministry of Education, Lao PDR.*
- [4] Bray, M. (2011), L'ombre du système éducatif : quel soutien scolaire privé, quelles politiques publiques ? *IIFE-UNESCO.*
- [5] Bray, M. (1999), A l'ombre du système éducatif : Le développement des cours particuliers : conséquences pour la planification de l'éducation. *IIFE-UNESCO.*
- [6] Chapman, D. (2002), Corruption and the Education Sector. Sectoral Perspectives on Corruption. *Novembre 2002. Préparé par MSI. Parrainé par l'USAID, DCHA/DG.*
- [7] Clotfelter, C.T., Ladd, H.F., et Vigdor, J.L. (2007), Are Teacher Absences Worth Worrying About in the U.S.? *NBER Working Paper n°13648.*
- [8] Dang, H-A. et Rogers, F. H. (2008), The Growing Phenomenon of Private Tutoring: Does It Deepen Human Capital, Widen Inequalities, or Waste Resources. *The World Bank Research Observer, Vol. 23, n°2, pp. 161-200.*
- [9] Das, J., Dercon, J., Habyarimana, J. et Krishnan, P. (2007), Teacher Shocks and Student Learning: Evidence from Zambia. *Journal of Human Resources. Vol. 42, n° 4, pp. 820-862.*
- [10] Duflo, E., et Hanna, R. (2005), Monitoring Work: Getting Teachers to Come to School. *NBER Working Paper n°11880.*
- [11] Hallak, J., et Poisson, M. (2002), Ethics and Corruption in Education. Résultats de l'atelier d'experts tenu à l'IIFE. Paris, 28-29 novembre 2001. Programme d'observation de l'IIFE. Forum sur les politiques éducatives n° 15. *Paris : IIFE-UNESCO.*
- [12] Hallak, J., et Poisson, M. (2006), Governance in Education: Transparency and Accountability. *Hallak, J., et Poisson, M. (Eds.), Paris: IIFE- UNESCO.*
- [13] Hallak, J., et Poisson, M. (2009), Écoles Corrompues, Universités Corrompues : Que Faire ? *Paris: Editions UNESCO.*

- [14] Heyneman, S. P. (2004), Education and Corruption. *International Journal of Educational Development*, Vol. 24, pp. 637-648.
- [15] Miller, R.T., Murnane, R.J. et. Willett. J.B. (2007), Do teacher Absences Impact Student Achievement? Longitudinal Evidence from One Urban School District. *NBER Working Paper n° 13356*.
- [16] Reinikka, R. et Smith, N. (2011), Enquêtes de Suivi des Dépenses Publiques dans l'Education. *Paris: IPE-UNESCO*.
- [17] Rumyantseva, N. L. (2005), Taxonomy of Corruption in Higher Education. *Peabody Journal of Education*, Vol. 80: 1, pp. 81-92.
- [18] Tanaka, S. (2001), Corruption in Education Sector Development: A Suggestion for Anticipatory Strategy. *In: The International Journal of Educational Management*, 15(4), pp. 158-166. *MCB University Press*.
- [19] Transparency International (2005), Un Avenir Dérobé. La Corruption dans l'Education : Dix Expériences Vécues à Travers le Monde. *Transparency International*.
- [20] Transparency International (2007), Rapport sur le Baromètre Mondial de la Corruption de 2007 de Transparency International. *Transparency International*.
- [21] Transparency International (2010), Africa Education Watch. Leçons de Bonne Gouvernance pour l'Education Primaire. *Transparency International*.
- [22] Transparency International (2009), La Corruption dans le Secteur Educatif. *Document de travail n° 4/2009. Transparency International*.
- [23] Patrinos, H. A., et Kagia, R. (2007), Maximizing the Performance of Education Systems: The Case of Teacher Absenteeism. *In Campos, E. J. et Pradhan, S. (ed). The Many Faces of Corruption: Tracking Vulnerabilities at the Sector Level*, Washington D.C.: The World Bank.